

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 689
semaine du
du 20 au 26 janvier
2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



**Chaos dans les écoles, dans les hôpitaux, passe vaccinal liberticide...
Fuite en avant et provocations en série**

Macron-Blanquer-Véran, trop, c'est trop !

Page 3

« Blanquer, il ne répond pas »

■ Entendu dans une école en salle des maîtres après les annonces de Blanquer en réponse à la grève du 13 janvier, véritable lame de fond

● Rien ne change. Ils se foutent de nous. Nous, on n'en peut plus de ne plus pouvoir enseigner, d'avoir des bâtons dans les roues tous les jours, de voir nos élèves perturbés dans leur scolarité depuis des mois. Laissez-nous tranquilles, laissez-nous travailler !

● Il y a toujours la fermeture administrative des classes quand un enseignant est absent puisqu'il n'est pas remplacé. Où sont les remplaçants ? Toujours pas dans les classes en tout cas.

● Le protocole est toujours là. Dans mon école, on en a discuté après la grève. Il nous rend la vie impossible, à nous mais aussi aux parents et aux élèves. On a décidé collectivement de ne pas l'appliquer, de ne plus demander ni contrôler les attestations.

● La grève du 13 janvier à Paris était impressionnante. On les a bien bougés là-haut. Maintenant, quand on entend Blanquer au soir du 13, il ne répond pas.

● Encore une fois le mépris. Ça ne pourra pas continuer comme ça. ■

Et au même moment Macron déclare : « On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants »

C'est par ce discours, le jeudi 13 janvier, au moment où le pays voit les enseignants massivement en grève contre la politique de destruction de l'école du gouvernement, que Macron dévoile la raison profonde de toutes les mesures prises ces dernières années, que ce soit la sélection via Parcoursup, la liquidation du bac ou la fermeture des facs, les jauges, les cours en distanciel... pour des raisons prétendument « sanitaires »... Il s'agit d'interdire à la jeunesse de prétendre à un avenir. Il s'agit de lui interdire l'accès à l'université et aux diplômes, la livrer à l'exploitation, pour les besoins des patrons.

Page 7

Cri de colère des médecins et des soignants de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière

Extraits d'interviews en marge d'un rassemblement de soignants le 14 janvier (1)

Un médecin : « On demande à faire correctement notre travail, c'est-à-dire soigner nos patients dans des conditions (...) acceptables pour les patients et le personnel soignant (...).

Une soignante : « Il y a tellement peu de monde que le personnel est amené à faire des heures supplémentaires, de changer continuellement de service au pied levé (...). (Ils embauchent) des CDD, des retraités. C'est n'importe quoi (...). Ils ne paient pas les formations : un agent de mon service attend depuis trois ans, elle serait infirmière aujourd'hui (...).

(Il faudrait) un cri de rage, un cri de colère, rassembler tous les salariés de cet hôpital et des autres hôpitaux pour faire comme l'Education nationale, un grand mouvement général dans la rue (...). ■

(1) Vidéo vue sur le site CLPRESS.fr

Page 6

GRÈVE ET MANIFESTATION LE 27 JANVIER

Augmenter les salaires, les retraites, une question vitale pour des millions de travailleurs

Parmi les nombreux appels, nous publions celui des unions départementales CGT, FO et FSU de la Gironde (extraits)

« **L**e gouvernement et le patronat méprisent les salarié.e.s, les agent.e.s, les précaires, les privé.e.s d'emploi et les retraité.e.s en refusant une augmentation significative des salaires dont le Smic, des pensions et allocations. Ils dérogent au droit du travail et aux statuts tout en déversant des centaines de milliards d'argent public en abreuvant le monde de la finance, via des dividendes qui s'envolent, aux actionnaires. Inacceptable !

Page 6

Le gouvernement pille EDF pour verser des milliards à ses concurrents privés

A trois mois de l'élection présidentielle, dans une situation où les prix de l'énergie flambent, le gouvernement a décidé de contraindre EDF à vendre davantage d'électricité à bas prix à ses concurrents.

« Nous demandons à ne pas être impliqué par la prétendue “primaire populaire” »

Communiqué de presse de Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon (18 janvier 2022)

Le *Canard enchaîné* de cette semaine fait un ensemble de révélations affligeantes sur l'organisation, les dirigeants de la « primaire populaire » et leurs méthodes. Le journal fait notamment état d'une intervention vidéo de Samuel Grzybowski, porte-parole de « la primaire populaire ». Dans celle-ci, il indique à ses partisans avoir pour objectif :

- d'empêcher les candidatures de Yannick Jadot et de Jean-Luc Mélenchon en appelant les maires à bloquer les parrainages d'élus ;
- de faire chuter leurs côtes de popularité en menant des opérations de critiques massives sur les réseaux sociaux ;
- d'empêcher leurs prêts bancaires pour qu'ils ne puissent pas mener campagne ;
- de collecter un maximum de données sur les personnes intéressées par l'initiative.

Ces révélations s'ajoutent au caractère délibérément brutal de cette initiative, sans respect des personnes engagées dans cette élection présidentielle. Ainsi, les candidats seront soumis au vote sans leur accord. D'autres n'y seront pas, sans leurs avis non plus.

Les électeurs sont appelés à cautionner sans débat un prétendu « socle commun ». Ce socle est présenté comme « co-construit » entre les différents candidats alors qu'aucun d'entre eux n'en a jamais validé une seule ligne. Ce vote s'apparente donc à une sorte de sondage sans qu'aucune des règles de bases permettant d'en garantir la sincérité ne soit respectée.

Ce n'est pas acceptable. Aucun d'entre nous n'a eu accès au fichier des votants et la commission de contrôle mise en place a été dissoute par les organisateurs. Les modalités de classement des candidats sont clairement un biais favorisant les can-

didatures d'accompagnement avec le système politique actuel. Enfin, le mode de scrutin numérique exclue les 10 millions de français aujourd'hui victime de la fracture numérique, ainsi que ceux qui ne disposent pas d'une carte bancaire.

Cette situation est consternante. Elle nous oblige à apporter avec force et fermeté les précisions suivantes :

1- Jean-Luc Mélenchon n'a jamais donné son accord pour figurer dans ce scrutin : nous demandons donc que son nom soit retiré de tous les supports physiques et numériques de la « primaire populaire ». Nous demandons que les organisateurs cessent de l'associer à une démarche manifestement problématique et insincère.

2- Nous nous dégageons de toute responsabilité quant aux utilisations qui pourraient être faites ensuite des diverses données collectées sur les inscrits. Cela concerne notamment le fichier des numéros de carte bancaire exigés pour s'inscrire.

3- Nous n'incluons aucune dépense relative à l'organisation de cette initiative dans nos comptes de campagne puisque nous y avons été inscrits de force et contre notre consentement. Nous récusons d'avance les imputations concernant la gestion de cette opération, par exemple concernant le financement par des prêts de personnes physiques ou le prêt de main d'œuvre d'une association à une autre.

Il est temps que la campagne électorale soit débarrassée de ces pratiques déloyales qui instrumentalisent les aspirations au rassemblement et fonctionnent depuis des semaines comme un harcèlement permanent contre la légitimité des candidatures de gauche. Elles questionnent sur les intentions politiques réelles de cette organisation. Nous les condamnons et nous tenons à nous en mettre clairement à distance.

Le passe vaccinal n'a rien de sanitaire !

Page 7

« C'est clairement une erreur »

■ **Professeur Eric Caumes**, infectiologue à l'Hôtel-Dieu (Paris), sur Europe 1, le 14 janvier 2022 (extraits)

« **D**'un point de vue épidémiologique et de santé publique, (*le passe vaccinal*) est clairement une erreur (...). A l'époque d'Omicron, c'est inconcevable parce qu'on voit bien que le vaccin n'empêche pas la circulation du virus dans la population générale. On en a la constatation tous les jours (...). Pour moi, on est dans la campagne électorale.

Ce n'est ni de la médecine, ni de la santé publique. (*Le passe vaccinal*) est un marqueur d'affichage et de clivage (...). » ■

Page 4

Jean-Luc Mélenchon :

« Continuellement, vous êtes contrôlés, surveillés, et quand on dit [au gouvernement] : “c'est la société du contrôle généralisé”, ils vous disent : “un peu moins de liberté pour plus de santé”. Eh bien vous ne serez pas en meilleure santé parce que vous êtes moins libres. »

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

Par prélèvement mensuel : 7 euros 11 euros pour les plis clos

Pour consulter l'édition numérique d'*IO* (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

12 numéros : 20 euros 6 mois (25 numéros) : 35 euros

1 an (51 numéros) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros

10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.